

Assureur : GENERALI VIE

RITCHEE
RITCHEE LIFE

Versement minimum : **500 €** Contrat Internet

Multisupport



FRAIS | 1.5/5

- Frais sur versements : 0,27 %
- Frais de gestion fonds € : 0,9 %
- Frais de gestion UC : 1,54 %

ARBITRAGES | 5/5

- Possibles : ✓
- Frais : Arbitrages gratuits
- Possibles restrictions en sortie du fonds € : ✗

OPTIONS D'ARBITRAGES PROGRAMMÉS | 2/5

- Nombre d'options disponibles : 1
- Dynamisation des plus-values : ✗
- Investissement progressif ✗
- Sécurisation des plus-values : ✓

AVANCES/RACHATS | 4.4/5

- Avance possible : ✓
- Rachat partiel possible : ✓
- Rachats partiels programmés possibles : ✓

OPTIONS DE PRÉVOYANCE | 0/5

- Plancher/plancher indexé : ✗
- Majorée : ✗
- Cliquet : ✗
- Autres : ✗

FONDS EN EUROS | 3.2/5

- ACTIF EUROS PRINCIPAL**
- Performance 2020 : 1,55 %
- Performance capitalisée 3 ans : NC
- Performance capitalisée 5 ans : NC
- AUTRES ACTIFS EUROS**
- Fonds euro immobilier : ✗
- Fonds euro dynamique : ✗

GAMME UC | 2.4/5

- Contrat multigestionnaire : ✓
- UC disponibles (Morningstar) : 101
- Notes Morningstar (moyenne) : SO
- Fonds immobilier : ✗

MODES DE GESTION | 1/5

- Gestion libre : ✓
- Gestion sous mandat : ✗
- Gestion Horizon : ✗
- Autres : ✗

L'ANALYSE DE NOS EXPERTS

+ Une nouvelle entrée dans notre banc d'essai accessible en gestion libre dès 500 € proposant une option d'arbitrage programmé : «la sécurisation des plus-values». Les arbitrages se font sans restrictions et sans frais. Une performance 2020 du fonds euro compétitive sur le marché (1,55 %). Les rachats partiels et rachats partiels programmés sont simples d'accès. L'avance est accessible jusqu'à 60 % de l'épargne acquise sur le fonds en euros. Des frais sur versements existant, mais faible (0,27 %). Les actes de gestion se font à J+1. Une gamme de supports UC composée par plus de 110 supports couvrant 6 catégories AMF.

- Des frais de gestions sur les supports UC (1,54 %) et sur le fonds euro (0,9 %) élevés. Aucune garantie de prévoyance accessible. On regrette que le contrat soit accessible uniquement en gestion libre et que «la sécurisation des plus-values» comporte des frais.

